

# CH\_VB 20012027 vom 1. Dezember 1983

Bundesverwaltung, 1983-12-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_\\_td\\_class\\_\\_metadataCell\\_\\_20012027\\_\\_td\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20012027__td_)

FR: CH\_VB 20012027 du 1 décembre 1983

IT: CH\_VB 20012027 del 1 dicembre 1983

## Erwägungen

### E. 1

Wir müssen uns bewusst sein, dass die Zahlungsschwierigkeiten der Entwicklungs- und der Schwellenländer kein vorübergehendes Problem sind, dass sie ein Dauerproblem darstellen und deshalb doch relevant sind mit Bezug auch auf die Entwicklung dieser Drittweltländer.

### E. 2

Verschiedene UNO-Gegner, unter anderen das Centre patronal, bezeichnen ja den Beitritt zu den Allgemeinen Kreditvereinbarungen als wesentlich wichtiger als den Beitritt zur UNO. Ich bin in einem gewissen Sinne auch dieser Meinung, aber das Centre patronal zum Beispiel sagt, wie auch hier verschiedene UNO-Beitrittsgegner dies tun, der UNO-Beitritt komme nicht in Frage, die UNO sei ein Debatierklub, es bringe nichts, hingegen der Beitritt zu den AKV, das sei sehr richtig: Konkrete wirtschaftspolitische Massnahmen, die auch etwas bringen. Nun sehe ich überhaupt nicht ein, weshalb jetzt dieser angeblich unwichtige UNO-Beitrittsbeschluss obligatorisch der Volksabstimmung zugeführt wird und ein offenbar viel wichtigerer, auch in der Kompetenz wichtigerer Entscheid, nicht einmal einem fakultativen Referendum unterstellt werden soll. Nun muss ich gleichzeitig die Frage stellen: Haben dieselben Leute Angst vor der Volksabstimmung? Ich setze ja voraus, dass sie vor allem darauf hoffen, dass in der Volksabstimmung der UNO-Beitritt abgelehnt wird. Und mit der gleichen Angst gingen sie natürlich vor die Bevölkerung beim Beitritt zur Allgemeinen Kreditvereinbarung, weil ich überzeugt bin, dass dieser Beitritt im Volk politisch nicht erwünscht ist und dass, wenn ein Referendum zustande käme, selbstverständlich in der Volksabstimmung der Beitritt zu den Allgemeinen Kreditvereinbarungen abgelehnt würde.

### E. 3

Dieser aussenpolitischen Stossrichtung des Beitritts der Schweiz zu den AKV, also einer sehr starken parteipolitischen - wenn Sie so wollen - Parteinarbeit für OECD-Politik,

Accords généraux d'emprunt. Adhésion 1654 N 1" décembre 1983 muss eine Möglichkeit gegeben werden, dass in der Bevölkerung eine Informationskampagne durchgeführt werden kann über die Art und Weise der Ausrichtung unserer Wirtschaftspolitik auf die Bretton-Woods-Institutionen; dies muss ja wirklich politisch diskutiert werden und dies kann nicht einfach hier so mit der lockeren Hand entschieden werden.

### E. 04

Séance Seduta Geschäftsnummer 83.047 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 01.12.1983 - 08:00 Date Data Seite 1644-1658 Page Pagina Ref. No 20 012 027 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der

Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

#### **E. 4**

Ich bin nicht Jurist und möchte auf diesem Punkt nicht lange herumreiten. Vielleicht kommen hier noch andere Redner und werden diesen noch ein bisschen stärker untermalen. Wenn Sie die Verfassung kennen, wissen Sie, dass in Artikel 89 Absatz 3 unserer Bundesverfassung, wo das Staatsvertragsreferendum geregelt ist, ganz klar dargelegt wird, dass Beitritte zu internationalen Organisationen dem fakultativen, also dem Staatsvertragsreferendum zu unterstellen sind; ich habe bisher noch keine juristischen Gutachten gesehen, weshalb jetzt der Beitritt zu den Allgemeinen Kreditvereinbarungen nicht ein Beitritt zu einer internationalen Organisation sei. Dies müsste man uns noch ein bisschen näher erläutern. Ich glaube, dies sind gewichtige Gründe genug, um überhaupt den Willen zu zeigen, dass man nicht Angst hat vor dem Stimmvolk, dass man auch bereit ist, mit einem derartigen, politisch gewichtigen - das hat die ganze Debatte hier gezeigt - Geschäft eben eine politische Auseinandersetzung in die Öffentlichkeit zu tragen. Ich bitte Sie, unserem Antrag auf Unterstellung unter das Staatsvertragsreferendum zuzustimmen.

M. Borei: Le groupe socialiste estime opportun de soumettre cet arrêté au référendum facultatif. L'adhésion de la Suisse aux Accords généraux d'emprunt mérite un large débat public et ceci pour trois raisons principales. Première raison: le surendettement des pays du tiers monde est le problème central à résoudre par l'économie mondiale. Ce surendettement aura vraisemblablement des effets jusqu'au début du siècle prochain. Il est donc temps que le peuple suisse soit rendu conscient des responsabilités de notre pays en la matière. Deuxième raison: il n'est pas sain que notre pays s'engage pour 2,3 milliards presque en catimini. Que ceux qui souhaitent une adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international sachent que, plus les premiers pas en direction de cette organisation internationale se feront discrètement, plus on évitera le débat public pour l'instant, plus difficile il sera de faire voter par le peuple le dernier pas décisif. Ce qui se passe pour l'ONU en est un exemple frappant. Troisième raison: certains milieux réclament ce débat public en demandant au Parlement d'introduire une clause référendaire. Or, il n'a jamais été bon pour notre démocratie de refuser un débat lorsque celui-ci est demandé par les représentants d'une partie importante de notre population. Cela ne fait que faciliter le pourrissement de la situation. Bien sûr, je sais que bon nombre d'entre vous souhaitent que l'on parle le moins possible de notre adhésion aux AGE. Ils voudraient donner l'impression qu'il ne s'agit que d'un problème technique, sans incidences politiques importantes. J'en veux pour preuve le fait que la Commission des affaires économiques a refusé au mois d'août d'étudier à fond le problème, en refusant d'entendre des experts critiquant les modalités de notre adhésion. J'en veux pour preuve encore le fait que la majorité de cette même commission, inquiète de la position des USA en la matière, a suscité une nouvelle réunion de la commission pour réentendre MM. Leutwiler, Jolies et consorts, qu'elle a, à cette occasion, accepté d'entendre M. Gerster - expert qui critique notre adhésion aux AGE - mais qu'elle a par contre refusé de réouvrir la discussion après ces auditions. J'espère ne pas en avoir la preuve tout à l'heure, lorsque vous vous prononcerez sur la clause référendaire. A tous ceux qui refusent une large discussion de notre adhésion, je rappellerai que dans notre démocratie, le refus de la discussion, de la discussion publique, n'a jamais permis de résoudre durablement aucun problème. Le Conseil fédéral et la majorité de la commission craignent qu'en cas de référendum, l'adhésion soit refusée par le peuple grâce à

la conjonction de non provenant de milieux politiques divers, voire opposés. Il y aurait le non des nationalistes, qui veulent que la Suisse pratique une politique isolationniste. Il y aurait le non des tiers-mondistes, qui critiquent la manière d'agir du FMI à l'égard des pays pauvres. Il y aurait le non de ceux qui refusent de laisser à la Banque nationale la compétence principale de régler ces questions au nom de la Suisse et qui voudraient que notre gouvernement prenne toutes ses responsabilités en la matière. A cette crainte du Conseil fédéral et de la majorité de la commission, je répondrai ceci. Primo, pour avoir cette crainte, vous devez penser que le problème est bien mal emmanché. Et ce n'est pas avoir une bien grande confiance en la solidité de votre projet que de le soumettre au Parlement en espérant qu'il fermera un œil - et le bon - mais de refuser de risquer de le voir soumis au peuple, qui pourrait ouvrir les deux yeux. Il est vrai qu'en refusant tout à l'heure les propositions de Mme Uchtenhagen et de M. Schmid, vous n'avez pas fait preuve de beaucoup d'ouverture pour rendre le projet plus acceptable. Secundo, en cas d'un éventuel refus par le peuple, le Conseil fédéral saura au moins que, s'il veut faire accepter un jour par le peuple notre adhésion au FMI, il devra tenir compte du point de vue de la gauche et des tiers-mondistes sur les modalités d'une telle adhésion. Il vaut mieux avoir ce genre de renseignement avant une votation aussi importante qu'inévitable plutôt qu'après un échec en votation populaire. Une chose m'étonne dans ce débat. Ceux-là mêmes qui refusent la clause référendaire aujourd'hui annoncent déjà à cor et à cri leur intention de l'introduire pour la Charte sociale européenne. Or, ce référendum a beaucoup moins de sens dans le cas de la Charte que dans le cas qui nous occupe aujourd'hui. Pourquoi? En ce qui concerne les AGE, nous ne donnerions au peuple qu'une seule possibilité de s'exprimer. Par contre, en ce qui concerne la Charte sociale, nous lui donnerions au moins deux fois l'occasion de s'exprimer. Car en admettant que cette Charte soit acceptée par le peuple, les modifications de notre législation que nous ferions par la suite pour nous conformer à nos engagements seraient elles aussi automatiquement soumises au référendum facultatif. Et, de toute manière, comme tous les gens bien pensants affirment que la Suisse est le pays le plus social du monde, on voit mal pourquoi certains refuseraient de signer une Charte sociale acceptée par des pays qui ont bien plus de «défauts» que le nôtre. En 1964, la Suisse s'est contentée de s'associer aux Accords généraux d'emprunt et s'est engagée pour un montant d'un peu plus de 800 millions. Cette décision, en 1964, a été soumise au référendum facultatif. Aujourd'hui, le Parlement doit décider que notre pays devienne membre à part entière des AGE et s'engage pour un montant triple. Pour ces deux raisons, la décision à prendre est beaucoup plus importante que celle de 1964 et l'on renoncerait cette fois à une clause référendaire! Par sa proposition, le Conseil fédéral d'aujourd'hui donne l'impression d'avoir moins de courage que celui de 1964. Le Parlement d'aujourd'hui aura-t-il autant de courage que nos prédécesseurs de 1964 face au droit populaire? Votre vote de tout à l'heure l'indiquera. Bäumlin: Ich unterstütze den Antrag, wonach der Bundesbeschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen ist. Zuallererst möchte ich dem Bundesrat eine Frage stellen. Es ist mir zum mindesten unklar oder es ist für mich zum mindesten nicht zum vornherein überzeugend, dass nicht angenommen wird, die Unterstellung unter das Referendum müsse nach Artikel 89 Absatz 3 der Verfassung (Beitritt zu einer internationalen Organisation) angeordnet werden. Diese Frage können wir nur beantworten, wenn wir im Detail fragen. Da würde ich nun einmal sagen, der Zehnerklub sei eine Organisation. Was ist er denn sonst? Er ist kein Tee-

I.Dezember 1983 N 1655 Allgemeine Kreditvereinbarungen. Beitritt kränzlein, auch nicht eine lose Bande, sondern eine Organisation, etwas rational Verfasstes mit einem Statut. Es

gibt Entscheidungskompetenzen. Im übrigen ist es eine internationale Organisation. Was denn sonst? Sicher keine kommunale, keine kantonale, keine eidgenössische, und ich nehme auch nicht an, dass man sagen wird, der Klub sei nicht international, sondern «multinational» und deshalb jeder politischen Kontrolle entzogen. Also was denn, wenn nicht eine internationale Organisation, der die Schweiz beiträgt? Zwar agiert die Nationalbank, aber nicht à titre personnel, sondern die Nationalbank vertritt die Schweiz. Was ist das anderes als ein Beitritt der Schweiz zu einer internationalen Organisation? Ja gut: Als man die Verfassung revidiert und das Staatsvertragsreferendum neu umschrieben hat, hat man vielleicht nicht gerade an ein solches Anwendungsbeispiel gedacht. Aber die Regel ist generell-abstrakt. Ich würde meinen, da brauche es zum mindesten eine sorgfältige Begründung, die uns sagt, warum die Regel nicht anwendbar ist. Die Botschaft ist ja total lakonisch, sie sagt einfach, es handle sich nicht um den Beitritt zu einer internationalen Organisation, und damit Punkt und Schluss. Das ist eine Behauptung, keine Begründung. Das ist unbestreitbar. Da müssten wir also zum mindesten einmal eine subtile Begründung haben. Ich versteife mich jetzt allerdings nicht auf diese Rechtsfrage. Wie Sie wissen, argumentiere ich ohnehin nicht gerne zu juristisch, weil ich da ein bisschen trenne zwischen meinem Beruf und dem politischen Amt. Wenn schon das Referendum nicht angeordnet werden muss, oder sofern die Unterstellung nicht zwingend vorgeschrieben ist, müsste sie meines Erachtens sicher gemäss dem nächsten Absatz der Verfassung vom Parlament beschlossen werden, weil die Sache politisch wichtig ist. Es ist eine Sache von grosser Tragweite. Ich erinnere an das Präjudiz mit dem IDA-Kredit 1980, den wir auch dem Referendum unterstellt haben. Die Tragweite war dort offensichtlich viel geringer, ging es doch damals, 1980, nur darum, ein Darlehen von 180 Millionen in ein Geschenk umzuwandeln. Und dort hat man gefunden, das Geschäft sei wichtig genug, um das Referendum zuzulassen. Warum jetzt nicht? Hat man Angst vor dem Referendum? Herr Herzog hat so argumentiert, ich habe auch etwas diesen Verdacht. Ich kenne das Argument, die Frage eigne sich nicht für eine politische Auseinandersetzung in einem Referendumskampf, sie sei zu kompliziert. Das ist ein Argument, das ich nicht akzeptiere. Das ist mir ein zu technokratisches Argument. Und dann würde ich vor allem sagen, die Streitfragen, um die es hier geht, lassen sich auf klar formulierbare Grundsatzfragen reduzieren. Erstens geht es um die Frage der Entwicklungspolitik unseres Landes gegenüber der Dritten Welt. Ich weiss, dass man sagt, es gehe hier nicht um Entwicklungspolitik, sondern um Währungspolitik. Aber ich bleibe voll bei meiner Behauptung von gestern, dass diese IWF-Politik die wohlverstandene Entwicklungspolitik weitgehend sabotiert, dass das in der Vergangenheit so gewesen ist. Ich erwarte auch in Zukunft nichts anderes. Wir sind nur in dieser Beurteilung nicht einig; aber es wäre sinnvoll, wenn wir uns in einem Abstimmungskampf darüber auseinandersetzen könnten. Dann wäre, zweitens, in einem Abstimmungskampf auch die Frage nach Sinn und Gestalt der Entwicklung in unserem eigenen Land zu thematisieren. Herr Bundesrat, Sie haben gestern in der Debatte erklärt, Sie hätten gerne Zwischenrufe punkto Alternativen. Darf ich auf das eingehen? Wie ist das mit den Zwischenrufen? Sie wissen ja, dass sie nicht üblich sind. Sie wissen auch, dass, wenn ein Bundesrat zu einer Rede anhebt, wir uns wie eine Schulklasse verhalten, nicht nur wie irgendeine Schulklasse, sondern wie eine brave Schulklasse, und wenn ausnahmsweise einer ausser sich geht mit einem Zwischenruf oder gar nach dem Bundesrat das Wort ergreift, heisst es, das sei nicht der übliche Stil. Nun, abgesehen davon, mit einem Zwischenruf hätten wir ja nicht Alternativen formulieren können. Für mein Votum von gestern hatte ich fünf Minuten, heute habe ich zehn Minuten. Ich kann doch

nicht in dieser Zeit seriös Alternativen entwerfen, das ist nicht möglich, das liegt nicht drin. Man kann so nur Akzente setzen, sagen, in welcher Richtung wir Alternativen sehen würden. Mehr können wir nicht. Wir sind zu knapp dran mit unserer Zeit und wissen, dass uns der Bundesrat nachher beliebig belehren kann, ohne zeitliche Beschränkung. Das ist kein Vorwurf, das ist eine Feststellung in bezug auf die Situation, in der wir hier debattieren, im übrigen die Feststellung eines Parlamentariers, der die wünschbare wirtschaftspolitische Entwicklung in unserem Lande in wichtigen Punkten anders sieht als der Bundesrat. In einem Abstimmungskampf möchten die Gegner dieser Vorlage einiges thematisieren, so auch Fragen, die die eigene Entwicklung der Schweiz betreffen, insbesondere auch Fragen, die Herr Bundesrat Furgler gestern angesprochen hat. Sie haben mir, Herr Bundesrat, Herrn Hegg, obwohl er gar nicht meiner Richtung angehört, ein bisschen zu sehr zur Schnecke gemacht. In einer Auseinandersetzung über den Sinn der wirtschaftlichen Entwicklung würde ich zum Teil ähnlich argumentieren wie Herr Hegg, wenn auch nicht so radikal wie er. Ich würde finden, wir hätten gewisse heilige Kühe nicht zu schlachten, aber in eine Abmagerungskur zu schicken: Ich meine damit die heilige Kuh Weltmarkt bzw. den sogenannten «freien Weltmarkt». Das ist eine heilige Kuh, die man etwas magern lassen sollte. Es ist nämlich die heilige Kuh - ich sage das jetzt sinngemäss gleich wie gestern -, die das Brot der Armen in der Dritten Welt frisst, völlig systemkonsequent innerhalb der Logik des Weltmarktes. Aber es ist auch die heilige Kuh, die Arbeitsplätze bei uns wegfrisst, um beim Bild zu bleiben. Es ist die heilige Kuh, die es ermöglicht, ohne weiteres Arbeitsplätze nach Hongkong zu transportieren oder wegzumatisieren. Gewiss gibt es die Aussenabhängigkeit der Schweiz. Jeder kleine Schulbub weiss, dass wir auf Exporte angewiesen sind. Es geht aber um die Frage des Masses, und das sollten wir einmal mehr diskutieren. Ich halte es nicht für gut, wenn im Jahre 1970 einer von vier Schweizerfranken im Aussengeschäft verdient wurde und zehn Jahre später fast jeder zweite Franken. Ich würde mich im übrigen auch dagegen wehren, dass man den Protektionismus generell und prinzipiell als Teufel bezichtigt. Es kommt auf das Mass an, und es kommt vor allem auf die Art von Protektionismus an, der auch in einer planmässigen Förderung des Binnenmarktes bestehen könnte, wobei nicht Verbote im Vordergrund stehen müssten. Da haben wir Sozialdemokraten zum Beispiel etliche Vorstellungen, die unter anderem mit der Energiepolitik zusammenhängen. Wir wehren uns gegen die Zumutung, die einfach unterstellt, wer beim Trend zur totalen Integration in der Weltmacht nicht mitmache, der denke nicht an die Arbeitsplätze. Sie, Herr Bundesrat, und ich haben verschiedene Auffassungen; aber darüber sollte man einmal offen diskutieren können. Ich weiss freilich, dass solche Grundsatzdiskussionen vielen Leuten unerwünscht sind. Der Rückzug der Futtermittelinitiative ist meines Erachtens auch in diesem Zusammenhang zu sehen. Könnte man jetzt offen streiten über die Futtermittelinitiative oder über ein Projekt, wie es jetzt zur Diskussion steht, dann würden sich vielleicht zum Teil in unserem Land neue Allianzen ergeben, und man würde sehen, dass gewisse überlieferte Fronten problematisch geworden sind. Man würde dann zum Beispiel vielleicht auch sehen, dass es falsch, ja gar perfid ist, Leute von der POCH, wie es gestern geschehen ist, einfach als Kommunisten abzustempeln. Manch anderes käme ein bisschen in Bewegung. Wir müssen neu überlegen und gewisse dogmatische Scheuklappen und gewisse Fronten kritisch ansehen. Aber das ist nicht beliebt. Ich will jetzt schliessen, da meine Zeit abläuft. Ich finde: Hier bei dieser Vorlage geht es um wichtige Fragen, die an Grundsätzliches rühren, das wir einmal ausdiskutieren können sollten - auch in einem Abstimmungskampf. Hier kämen wir ans «Läbige», um es so zu formulieren. Verweigern

wir dem Volk solche Auseinandersetzungen, dann fördern wir die politische Resignation. Und was aussenpolitische Entscheidungen betrifft - Beitritt zur UNO und dergleichen -, kann ich mir sehr gut vorstellen, dass, wenn wir

Accords généraux d'emprunt. Adhésion 1656 N 1" décembre 1983 heute das Referendum verweigern, später vielleicht einmal die Quittung kommen könnte, indem man sich sagen würde: «Früher hat man uns nicht reden lassen, sagen wir also jetzt nein»; oder: «wir sind es nicht gewohnt, in ausserparlamentarischen Fragen mitzusprechen und sagen deshalb im Zweifel nein.» Das wären ungute Aussichten. Ich bitte Sie also, dem Antrag zuzustimmen, wonach der Bundesbeschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen ist. Eisenring: Erlauben Sie mir, dass ich nach dieser Ausweitung der Diskussion zum Thema zurückkehre. Es geht um die Frage des Referendums. Ich verweise generell auf Seite 17 der Botschaft. Ich nehme an, dass Herr Bundesrat Furgler - auch aufgrund des Mitberichtverfahrens - noch einlässlich zu dieser Frage Stellung nehmen wird. Ich möchte nun aber auf folgendes hinweisen: Es ist von Herrn Herzog bemerkt worden, bei der UNO-Vorlage werde die Referendums Klausel zugefügt, aber hier nicht, und diese Vorlage würde weit über den UNO-Beitritt hinausgehen. Ich mache darauf aufmerksam, dass schon Herr alt Bundesrat Max Weber, nachmalig wieder Nationalrat, in der UNO-Frage sehr aktiv war und damals ermittelte, dass der schweizerische Beitritt zur UNO - unter damaligen Verhältnissen - von Folgekosten von weit über 3 Milliarden begleitet sein werde. Es liegen auch entsprechende Untersuchungen des zuständigen Departementes vor. Ich erwähne das, um die Proportionen richtigzustellen. Bei der UNO, der Weltbank und beim Internationalen Währungsfonds geht es sodann um feste Beiträge der Schweiz, die nicht rückzahlbar sind. Bei dieser Vorlage geht es um die Bereitstellung eines Kredites, der zwar sehr wahrscheinlich in Anspruch genommen wird, aber bei dem Rückzahlungsmöglichkeiten vorgesehen und auch verbrieft sind. Ich möchte dies zur allgemeinen Klarstellung vermerkt haben. Die Referendumsfrage wird nun aber aus dem währungs politischen Bereich heraus und in den politischen Bereich gestossen. Diese Frage war auch Gegenstand von Erörterungen innerhalb der Kommission. Ich bin mir bewusst, dass es nicht einfach ist, 2,3 Milliarden als Kreditlimite in einer Volksabstimmung zu vertreten. Es ist von Herrn Bäumlin zu Recht schon auf das IDA-Referendum hingewiesen worden. Nachdem es nun offenbar aber eher um eine Art Entwicklungsvorlage gehen soll, impliziert diese Diskussion, dass wir uns künftig konkret darüber unterhalten, ob wir gleich auch die Rahmenkredite - auch wenn sie abgestützt sind auf das Entwicklungshilfegesetz - für unsere nationale Entwicklungshilfe ebenfalls dem fakultativen Referendum unterstellen möchten! Es geht ja, wie gesagt, nicht mehr um eine Rechtsfrage, sondern um eine politische Frage! Und wenn Sie diese politische Ausmarchung um die Entwicklungshilfe wollen, dann bitte ich Sie, konsequent zu sein und im Falle einer Zustimmung zur Referendums Klausel in diesem Fall auch bei der nächsten Vorlage über einen Rahmenkredit - wir werden ebenfalls die Aufnahme der Referendums Klausel fordern - auch jener Referendums Klausel zuzustimmen. Ich möchte Sie im Interesse der Entwicklungshilfe generell aber bitten, weder unsere nationale Entwicklungshilfe der Referendums Klausel zu unterstellen noch diese Vorlage damit zu belasten. Jaeger: Die LdU-EVP-Fraktion beantragt Ihnen ebenfalls Unterstellung des AKV-Beitrittsbeschlusses unter das fakultative Referendum. Ich möchte, wie bereits auch schon Herr Bäumlin, ebenfalls die konkrete Frage an Herrn Bundesrat Furgler stellen, ob es nicht an sich aufgrund von Artikel 89 der Bundesverfassung notwendig gewesen wäre, diesen Beschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Es geht hier um die Frage der Rechtspersönlichkeit. Ich

möchte diese Frage hier selber nicht beantworten, sondern Herrn Bundesrat Furgler bitten, sich zu dieser Frage differenziert zu äussern. Wir sind hingegen der Meinung, dass erstens die währungs- politische Tragweite dieses Beitrittsbeschlusses, zweitens auch das finanzielle Engagement - eine Aufstockung des Beteiligungsbetrages von 0,8 auf 2,3 Milliarden - und drittens die Tatsache, dass wir eigentlich nicht die angemessenen Mitentscheidungsmöglichkeiten eingeräumt erhalten, indem wir ja nicht dem IWF beitreten, dafür sprechen, diesen Beschluss dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Immerhin gehen wir bedeutsame internationale Verpflichtungen ein, und wir haben der Debatte entnehmen können, dass dieses ganze Problem auch entwicklungspolitische Aspekte enthält. Es besteht die Möglichkeit von Zielkonflikten mit entwicklungspolitischen Vorstellungen im Zusammenhang mit anderen Gesetzen, die bereits in Kraft sind. Neben diesen rechtlichen oder staatspolitischen Fragen geht es nach meiner Auffassung auch einfach um eine Grundüberlegung. Sollen wir auf das fakultative Referendum verzichten, nachdem wir gerade im vergangenen Wahlkampf immer wieder Resignation spüren mussten, mit der zum Ausdruck gebracht worden ist, wie sehr die Leute es bedauern, gerade in wichtigen Fragen zum Teil nicht mitreden zu können? Ich möchte nicht werten, welche Fragen wichtig, welches die Prioritätsordnung sein soll, welche Beschlüsse, die wir hier fassen, vor das Volk zu bringen sind. Aber immerhin glaube ich doch, dass es im vorliegenden Fall darum geht, die Souveränität des Stimmbürgers in einer sehr wichtigen Frage zu beachten. Es geht hier doch letzten Endes darum, ein direktdemokratisches Recht, das unserem Parlament und damit auch dem Stimmbürger zur Verfügung steht, anzuwenden und weiterzuentwickeln. In diesem Sinne und nicht zuletzt auch deshalb, weil wir ja bereits beim IDA-Beschluss das fakultative Referendum statuiert haben, sind wir der Auffassung, dass es zweckmässig ist, auch für diesen AKV-Beitrittsbeschluss das fakultative Referendum zu verlangen. Meier-Zürich: Im Namen der NA-Fraktion unterstütze ich entsprechend den Ausführungen meiner Vorredner die Unterstellung dieses Bundesbeschlusses unter das Referendum. Persönlich habe ich noch einige Tatsachen beizufügen. Vor 20 Jahren wurde unserem Parlament von Herrn Bundesrat von Moos ein Auswanderungsabkommen mit Italien vorgelegt und ein Referendum ausgeschlossen unter dem Vorwand, es handle sich um einen kündbaren Staatsvertrag. Aufgrund dieser Tatsache habe ich mich bemüssigt gefühlt, einige Jahre später eine Volksinitiative zu verfassen, die dem Stimmbürger das Recht gibt, über Staatsverträge zu entscheiden. Diese Referendumsmöglichkeit ist 1977 verbessert worden, indem der Gegenvorschlag des Bundesrates vom Volk genehmigt wurde. Gemäss Artikel 89 Absatz 3 Litera b muss auch der Beitritt zu einer internationalen Organisation dem Volk vorgelegt werden. Was wir heute behandelt haben, betrifft eine internationale Organisation, und ich bitte Sie, die Forderung meiner Vorredner, diesen Bundesbeschluss dem Referendum zu unterstellen, zu unterstützen. Risi-Schwyz, Berichterstatter: Wir haben in der Kommission auch über diesen Punkt lange gesprochen und mit 12 zu 3 Stimmen die Unterstellung dieses Beschlusses unter das Referendum abgelehnt. Die rechtliche Situation - als Nichtjurist will ich mich nicht lang und breit diesbezüglich auslassen -: Wir sind eingehend orientiert worden, dass wir von der Verfassung her nicht verpflichtet sind, diese Vorlage dem Staatsvertragsreferendum zu unterstellen. Politisch haben wir Überlegungen angestellt, wie sie Ihnen Herr Eisenring als Mitglied der Kommission vorhin dargelegt hat. Wir haben grösste Bedenken diese wohl mehrheitlich finanzpolitische Vorlage, die aber auch eine nicht zu unterschätzende entwicklungspolitische Färbung hat, dem fakultativen Referendum zu unterstellen. Die Materie ist anspruchsvoll und würde grosse

Anforderungen an die Beurteilung für das Volk stellen. Die Forderung der Unterstellung dieser Vorlage unter das fakultative Referendum könnte sich in der Zukunft für die Kredite der eigentlichen

1. Dezember 1983 N 1657 Allgemeine Kreditvereinbarungen. Beitritt Entwicklungshilfe als Bumerang erweisen. Es darf nicht übersehen werden, dass der Ruf nach Unterstellung der Entwicklungshilfekredite unter das fakultative Referendum nicht ausbleiben könnte. Erfahrungen haben wir ja damals mit dem IDA-Kredit gewonnen. Aus rechtlichen wie politischen Überlegungen sind wir mit 12 zu 3 Stimmen zum Schluss gekommen, diese Vorlage nicht dem Staatsvertragsreferendum zu unterstellen, und ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun. M. Coutau, rapporteur: Nous avons la proposition de soumettre notre arrêté à un référendum facultatif. Deux possibilités nous sont offertes par la constitution, soit l'article 89, 3e et 4e alinéas. De l'avis du Conseil fédéral et de la majorité de la commission, l'article 89, 3e alinéa, n'entre pas en ligne de compte. En effet, on ne peut pas considérer les Accords généraux d'emprunt comme une organisation internationale au sens où le prévoit la lettre b de cet alinéa 3 de l'article 89. Une organisation internationale édicte un certain nombre de normes; elle a une capacité normative, alors que, dans le cas des Accords généraux d'emprunt, il n'y a que la possibilité de mettre en œuvre des crédits dont les lignes sont mises à disposition par les membres. Selon l'avis de la commission, il n'y a donc pas là possibilité de se référer à cette disposition. Par conséquent, la question se pose de savoir si l'alinéa 4 peut être pris en considération. Je vous rappelle que c'est en 1977 que cet alinéa 4, comme l'ensemble d'ailleurs de l'article 89, a été modifié en votation populaire. Cet alinéa 4 stipulait que, dans les cas où le Parlement jugeait qu'un projet portant sur des relations avec l'étranger revêtait une portée particulièrement importante, il lui était possible de décider de soumettre l'arrêté correspondant au référendum facultatif. La préparation de cet alinéa 4 a nécessité de très longs débats, tout spécialement quant à sa formulation. Il fallait savoir comment déterminer la portée d'un objet particulièrement important, qui pourrait justifier l'introduction d'une clause référendaire. Nous n'avons pas trouvé de critères déterminants, si bien que la décision a été laissée à la libre appréciation du Parlement. Nous devons donc nous référer exclusivement à l'opportunité d'introduire ou non une clause référendaire dans un arrêté fédéral du genre de celui dont nous traitons aujourd'hui. Pour savoir quelle décision prendre, il y a lieu de se référer à un précédent. En effet, le 19 juin 1980, nous avons décidé d'introduire pour la première fois, sur la base de cet alinéa 4 de l'article 89, une clause référendaire. Il s'agissait alors de la transformation en dons, de prêts à l'Association internationale de développement (IDA), pour un montant de 182 millions de francs. Il s'agissait d'une dépense réelle et effective, et non pas d'un crédit remboursable. Avons-nous pris une décision fondamentale, et dans quelle mesure? Je vous rappelle que, pour l'essentiel, ceux qui voulaient introduire cette clause référendaire se référaient à une décision récente du peuple, qui concernait un crédit destiné précisément à cette Association internationale de développement. Or, le peuple, peu de temps auparavant, avait dit «non» à l'attribution d'un crédit à cette Association. C'est en raison de ce refus populaire concernant un sujet extrêmement semblable que nous avons jugé opportun et important de prouver au peuple que nous tenions compte de sa volonté et que nous lui ouvrons la possibilité de s'exprimer par voie référendaire. Si l'électeur voulait maintenir sa méfiance à l'égard de l'Association internationale de développement, il pouvait le faire en confirmant le vote précédent, sinon il n'utiliserait pas le référendum facultatif. Ce dernier n'a pas été utilisé. On peut en déduire que le peuple suisse a donné son appui à la politique de développement que nous avons définie, en particulier à travers les crédits

accordés à l'Association internationale de développement. Nous pouvons admettre aujourd'hui que les circonstances ne sont pas les mêmes que celles dans lesquelles nous nous trouvions en 1980 et qu'il n'y a donc pas de raison de tirer une analogie et d'invoquer ce précédent. Un autre argument me semble important. Nous avons vu, notamment au moment de la votation populaire concernant le crédit à accorder à l'IDA, que la réponse était ambiguë. En effet, nous avons vu se coaliser, d'une part, des gens qui sont des adversaires définitifs à l'aide au développement et qui voteront toujours «non», quoi qu'il arrive dans ce domaine, et, d'autre part, ceux qui, au contraire, sont des partisans de cette aide au développement mais qui n'étaient pas d'accord avec la forme proposée. Cette coalition de personnes aux avis complètement différents a abouti dans une réponse négative, dont l'interprétation est finalement assez difficile puisque très ambiguë. Si nous introduisions aujourd'hui une clause référendaire dans cette nouvelle opération, nous constaterions, comme dans le débat tenu hier et aujourd'hui, comment des gens dont les positions sont antagonistes sur le problème de l'aide au développement peuvent se rejoindre lors de votes de portée immédiate. C'est la raison pour laquelle nous devons éviter les questions ambiguës, afin d'éviter aussi les réponses ambiguës. Je vous rappelle en outre que nous n'avons jamais voulu introduire dans notre constitution le référendum financier. Or, à maints égards, ce projet s'apparente à une autorisation d'engager des crédits. Introduire à ce sujet une clause référendaire, ce serait introduire par la petite porte un référendum financier que nous n'avons pas voulu. Ensuite, par rapport à notre décision antérieure de 1964, qui consistait à collaborer avec les Accords généraux d'emprunt, le projet que nous étudions maintenant n'apporte rien de nouveau au niveau des principes. Le principe de la collaboration avec les Accords généraux d'emprunt est acquis à partir de l'arrêté de 1964, il s'agit uniquement d'une prolongation accompagnée d'une extension du volume et des objectifs de participation. Par conséquent, je ne crois pas nécessaire de soumettre à nouveau la question au peuple. Enfin, si nous voulons véritablement prendre position sur la politique monétaire menée par le Fonds monétaire international, il ne faut pas demander au peuple son avis maintenant, mais au moment où le Conseil fédéral nous présentera une demande formelle d'adhésion au Fonds monétaire international, car cette demande sera nécessairement soumise au référendum facultatif. C'est alors que le peuple pourra éventuellement se prononcer sur l'opportunité de devenir membre du Fonds monétaire international. Pour toutes ces raisons, je vous recommande, avec la majorité de la commission, qui s'est prononcée par 13 voix contre 3, de refuser l'amendement qui vous est proposé.

Bundesrat Purgier: Ich begrüße es, dass uns Herr Borei, Herr Herczog und die anderen Votanten, die für ein fakultativen Referendum plädieren, zu dieser Debatte zwingen. Was ist die Rechtsnatur des Zehnerklubs? Das ist die Schlüsselfrage, ich glaube, da sind wir uns alle einig? Artikel 83 BV in seiner revidierten Form lässt an Klarheit nichts zu wünschen übrig: Er besagt im 3. Alinea, dass Absatz 2 auch für völkerrechtliche Verträge Geltung habe, die unbefristet und unkündbar seien, die den Beitritt zu einer internationalen Organisation vorsehen, die eine multilaterale Rechtsvereinheitlichung herbeiführen. Das Kriterium «unbefristet und unkündbar» fällt weg. Eine multilaterale Rechtsvereinheitlichung wird auch nicht herbeigeführt; das fällt ebenfalls weg. Bleibt der Beitritt zu einer internationalen Organisation. Wir haben sorgfältig geprüft, wie es sich mit dem Zehnerklub verhält. Er besitzt keine juristische Persönlichkeit, keine Immunität; er kennt kein eigenes Organ, das bindende Beschlüsse fassen könnte, also etwa im Sinne eines Verwaltungsrates. Dementsprechend ist die Organisationsstruktur wirklich so, dass die Ausdrücke «Klub», «Gruppe», «Zusammenschluss», um ganz bestimmte ein- zeln

Darlehensgeschäfte zu tätigen, die richtige Auskunft geben. Ich darf Sie auch auf die Seiten 4 und 5 der Botschaft verweisen, nicht nur auf die Äusserung über Artikel 89 unserer Verfassung. Wir sagen im Zusammenhang mit der 209-N

CFF. Budget 1984 1658 N 1" décembre 1983 Genesis dieser ganzen AKV-Angelegenheit, dass es sich um Kreditvereinbarungen handle. Kreditvereinbarungen, die in den sechziger Jahren nötig geworden waren, weil der Währungs- fonds in echte Liquiditätsschwierigkeiten geriet, vor allem damals, als sein Hauptmitgliedstaat Amerika auch von seinen Ziehungsrechten Gebrauch machte. Es kam dann zu dieser Ausweitung, nach der guten Idee, Allgemeine Kredit- vereinbarungen könnten refinanzieren; so sicherte man sich die Partnerschaft von zehn Industriestaaten. Wir wären nun der elfte. Damit übergeben wir aber nicht 2,3 Milliarden Franken à fonds perdu, sondern damit schaffen wir einen Spielraum in dieser Grössenordnung, wie die beiden Referenten gesagt haben. Im Einzelfall soll durch unsere Delegation ent- schieden werden, ob wir nun zur Refinanzierung des Währungs- fonds mit einem Teilbetrag aus diesen 2,3 Milliarden beitragen wollen oder nicht. Also ist der Begriff der Kreditverein- barung am deutlichsten, um die Frage «Internationale Orga- nisation, ja oder nein?» zu beantworten. Der englische Aus- druck «General Arrangements to Borrow» gibt ebenfalls ganz eindeutig Antwort auf die Frage «De quoi s'agit-il?» Wenn man die Funktion der AKV betrachtet, begreift man auch, weshalb das keine internationale Organisation sein muss. Die betreffenden Länder bzw. ihre Delegationen (ein- zeln schicken ihre Notenbankgouverneure) treffen sich, sprechen die entsprechenden Probleme miteinander ab, suchen nach Lösungen, prüfen die zweckmässigste Finan- zierungshilfe. Auf die Grundfrage, wie sie Herr Borei gestellt hat - «Müs- sen wir nicht nach Artikel 89 BV das fakultative Referendum wählen?» - darf ich zur Antwort geben: Wir müssten es dann tun, wenn wir diesen Beitritt zu den AKV dem Beitritt zu einer internationalen Organisation gleichsetzen würden. Dadurch, dass wir uns bereiterklären, unter noch vorbehal- tenen Bedingungen zu kreditieren, fassen wir im Grunde genommen einen «vorbehaltenen» Entschluss. Es fliessen uns nicht einfach 2,3 Milliarden Franken weg. Ich erkenne dabei, wie der Rapporteur welscher Zunge, einen Zusammenhang mit dem viel bedeutsameren Pro- blem, ob wir dem Währungsfonds beitreten wollen. Wenn diese Frage in Form einer Botschaft an die eidgenössischen Räte gerichtet werden soll - zu gegebener Zeit -, dann wird der Artikel 89 BV sicher seine volle Tragweite in dem Sinne haben, als man dort von einer internationalen Organisation sprechen muss, weil sie eigene Entscheidgremien kennt und weil sie diese Verträge mit den Staaten aushandelt, wie ich es Ihnen gestern und heute erklären konnte. Es liegt mir sehr viel daran, die Suchenden unter Ihnen von diesem Sachverhalt noch einmal in Kenntnis zu setzen. Wir kneifen also nicht, sondern wir möchten klar sagen: Jetzt geht es um Kreditvereinbarungen. Wir sind bereit, solche zu tätigen - wenn gewisse Bedingungen vorliegen - bis zu einer maximalen Grössenordnung von 2,3 Milliarden; wir partizipieren. Aber der Zehnerklub, das ist bezeichnender- weise seine Umschreibung im deutschen Sprachgebrauch, ist eine sehr lose Gruppe von bisher zehn Staaten (neu elf, wenn wir beitreten), die diese Kredite sprechen oder aber nicht sprechen. Mit anderen Worten entscheiden sie über Darlehensaufnahmen, die für die Finanzierung von Krediten an die Teilnehmerstaaten besorgt sind. Wenn ich so geantwortet habe, versteht Herr Borei, dass ich - obwohl er den Artikel 89 erneut sehr fundiert beleuchtet hat - aus der Sicht der Regierung den Fall von Absatz 3b nicht als gegeben erachte. Darüber hinaus stellt sich auch die Frage, die Herr Bäumlin aufgeworfen hat; er hat ja bewusst nicht nur juristisch argumentiert und erwähnte zum Beispiel, das sei von sehr grosser Bedeutung für unser

Volk, le Centre patronal und andere gäben dem noch mehr Gewicht als dem Beitritt zur UNO. Herr Jaeger operierte ähnlich, wenn er sagte, es sei bezeichnend, dass unser Volk, wenn es sich um etwas kümmert, nicht mitsprechen kann. Er sprach von Resignation, die er vor den Wahlen zu erkennen glaubte. Ich bin der Meinung, dass wir die Verfassung nicht lust- oder unlustbezogen interpretieren können, sondern feststellen müssen, ob die Voraussetzungen gegeben sind oder nicht. Vielleicht gehört zu der von Herrn Jaeger verspürten Gefühlslage auch, dass dieses gleiche Volk von uns verlangt, klare Verantwortungen zu übernehmen. Wenn die Voraussetzung für Artikel 89 Absatz 3b nicht gegeben ist - ich glaube, hier sind Herr Borei und ich wieder einig, auch wenn wir die Lage verschieden beurteilen -, darf ich als Vertreter des Bundesrates nicht einfach sagen: Wir unterstellen den Beschluss trotzdem dem fakultativen Referendum. Sonst hätte die Verfassungsnorm keinen Sinn. Diesen Opportunismusentscheid möchte ich nicht auf mich nehmen. Ich darf Herrn Bäumlin aber beruhigen: Die Debatten von gestern und heute haben doch bewiesen, dass wir über Grundsätzliches sehr wohl diskutieren können. Vermutlich werden wir es bei anderer Gelegenheit in dieser Legislaturperiode ebenfalls tun müssen, damit Ur-Anliegen von Ihnen - aber auch Anliegen der Regierung und des Volkes - zur Diskussion gestellt und Lösungen entgegengeführt werden können. Fazit: Die rechtlichen Voraussetzungen für eine Unterstellung des Beschlusses unter das fakultative Referendum erscheinen dem Bundesrat als nicht gegeben. Aus diesen Gründen ersuche ich Sie, mit dem Bundesrat und der Kommission auf eine Unterstellung unter das fakultative Referendum zu verzichten. Abstimmung - Vote Für den Antrag der Kommission 88 Stimmen Für die Anträge Herczog/Borel 53 Stimmen GesamtAbstimmung - Vote sur l'ensemble Für Annahme des Beschlussentwurfes 89 Stimmen Dagegen 37 Stimmen An den Ständerat - Au Conseil des Etats #ST# 83.057 SBB. Voranschlag 1984 CFF. Budget 1984 Botschaft und Beschlussentwurf vom 2. November 1983 (BBI IV 175) Message et projet d'arrêté du 2 novembre 1983 (FF IV 183) Voranschlag der SBB vom 5. Oktober 1983 Budget des CFF du 5 octobre 1983 Bezug bei der Generaldirektion SBB, Hochschulstrasse 6., Bern S'obtiennent auprès de la Direction générale des CFF, Hochschulstrasse 6, Berne Antrag der Kommission Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates Proposition de la commission Adhérer au projet du Conseil fédéral Vetsch, Berichterstatter: Die Verkehrskommission hat den Voranschlag 1984 der SBB beraten. Anstelle des aus unse-rem Rat zurückgetretenen Präsidenten hat mich die Kommission als Berichterstatter bezeichnet. Im Rahmen der Neugestaltung des Finanz- und Rechnungswesens der SBB erscheint der Voranschlag 1984 erstmals in der Form der Unternehmensrechnung. Sie umfasst die Erfolgs- und Investitionsrechnung und soll bessere Informationen für die Führung der Unternehmung sowie die Berichterstattung liefern. Ich zitiere aus dem SBB-Bericht: «Durch ihren klaren und übersichtlichen Aufbau ermöglicht sie eine einfachere und verständlichere Präsentation des Voranschlages und der Jahresrechnung.» Wir begrüßen diese Verbesserung und hoffen, dass Sie diese beim Stu-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Allgemeine Kreditvereinbarungen. Beitritt Accords généraux d'emprunt. Adhésion In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1983 Année Anno Band V Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.